

## 19 mars, grève interprofessionnelle et manifestation Place Ducale à 10H

**Salariés du Privé, du Public, Chômeurs et Retraités, même combat !**

Le 29 janvier les ardennais (4500 personnes) sont descendus en nombre dans les rues de Charleville-Mézières. Au niveau national, ce sont 2,5 millions de personnes qui ont manifesté avec une forte participation des salariés du privé. Le Président de la République, qui jusqu'à présent ne voyait pas les grèves, a bien été obligé de voir et surtout d'entendre la colère des salariés. Pour toute réponse, il a « généreusement » accordé 2,6 milliards d'€ (autant dire rien) aux personnes les plus touchées par la crise.

**Des mesurette**s qui concernent quelques dizaines de milliers de personnes, qui bénéficieront de quelques dizaines d'€ supplémentaires par an. **Vraiment pas de quoi crier MERCI !** De même que représentent 2,6 milliards par rapport au 42 milliards d'€ accordés au capital (paquet fiscal + exonération de la TP aux entreprises + aides aux banques) ?

### Les revendications de l'UDFO des Ardennes

#### **AUGMENTER les SALAIRES !**

Le Président de la République reste sourd aux revendications syndicales notamment celles défendues par **FO** qui consistent à augmenter les salaires par des négociations de branche obligatoires et à relever le SMIC. Gouvernement et patronat continuent d'affirmer que toute augmentation des salaires serait préjudiciable à l'emploi. On est loin de l'affirmation selon laquelle la feuille de paye n'est pas l'ennemie de l'emploi. **Qu'on le veuille ou non, à un moment ou à un autre, le gouvernement devra passer par une augmentation significative des salaires pour relancer la consommation et regonfler les carnets de commande.** Sur ce dossier, le gouvernement et le patronat tiennent le même langage. Dans les Ardennes, les patrons ne sont, bien entendu, pas en reste. Chez **ARDAM**, pas d'augmentation pour

2009 pour l'instant et c'est le cas dans toutes les PME ou presque. Les salariés qui sont déjà les premières victimes de la crise doivent une fois de plus « se serrer la ceinture ». A ce rythme là, ce ne seront plus des caddies qu'il faudra pour faire ses courses au supermarché mais des sacs à main ! Un article dans *l'Ardennais* du 26 février explique bien que les ardennais économisent sur les dépenses de santé. Avec les exonérations successives de cotisations patronales et donc le manque de rentrée d'argent dans les caisses de la sécu ce sont les assurés sociaux et les plus pauvres d'entre-eux qui sont les premières victimes. **Exigeons avec FO une augmentation générale des salaires (privé-public), des retraites et des minima sociaux !**

#### **CHÔMAGE PARTIEL : aucune perte pour les salariés !**

Le chômage partiel gagne du terrain dans notre département. Il y a quelques semaines, le Préfet annonçait quelques **5000** salariés en chômage partiel. Fin février, **5600** salariés étaient comptabilisés. N'ayons pas peur des chiffres, ce sont **6900 salariés** qui sont dans la prévision départementale. C'est aussi la raison pour laquelle (par anticipation) le Président de la République a annoncé l'augmentation du niveau d'indemnisation du chômage partiel, sous réserve d'acceptation par la branche d'activité de l'entreprise. Autant de salariés qui vont venir grossir le rang des salariés en difficulté financière. Dans les Ardennes, fin février, ce sont plus de **160 entreprises** qui avaient déposé une demande de

chômage partiel ce qui représente **1 million et 100 heures**. Demain, ce chômage partiel risque de se traduire par de nouveaux licenciements si les entreprises ne retrouvent pas d'activité. A vrai dire même si des entreprises ont « besoin » de ces mesures de chômage partiel, nombreuses sont celles qui abusent du système pour faire payer par l'Etat leurs salariés. Dans les Ardennes, nous en connaissons et nous l'avons fait savoir ! La vigilance s'impose donc et il est de la responsabilité des services de l'Etat de veiller aux deniers publics. **Les salariés ne doivent subir aucune perte de salaire et les entreprises doivent y contribuer!**

## **ARRÊT DES LICENCIEMENTS !**

**4500 chômeurs** en plus en décembre (ce sont les chiffres officiels) et la Ministre Christine Lagarde annonce la récession pour 2009 ! Après les fermetures de **Lenoir et Mernier**, la **SOPAL**, **Bastor** etc...**Raguet** (180 salariés) est en redressement judiciaire et il y a malheureusement fort à parier qu'un plan de licenciements est sous le coude. **Estamfor** « dégraisse » **22 salariés** et ce n'est peut-être pas fini. **Des plans « de 9 »** surviennent ça et là comme à la **SUM TECH** sans que ces procédés n'interpellent pas plus que ça les pouvoirs publics.

Pourtant au 3<sup>ème</sup> trimestre 2008 le département recensait **10,1%** de chômeurs loin devant le niveau national (**7,3%**). Les dossiers de surendettement sont en nombre croissant de **5,88%** sur une année ce qui démontre une avancée de la précarité. Il faut donc agir et vite sachant que l'augmentation du périmètre géographique du CTP dans les Ardennes ne résoudra rien. Le CTP ne fait que « colmater » les dégâts ! **FO exige l'arrêt immédiat des licenciements !**

## **ARRÊT IMMEDIAT DE LA RGPP ET RENFORCEMENT DES SERVICES PUBLICS !**

La RGPP est un « outil de destruction massif de l'emploi » dans la fonction publique. C'est une évidence pour tous sauf pour le gouvernement. **30 000 suppressions de postes**, c'est autant de jeunes qui auraient pu trouver un emploi mais qui vont grossir les rangs de Pôle Emploi ! A se demander si l'Etat ne préfère pas mieux un chômeur à un salarié ? Il faut dire que le chômeur est indemnisé par les ASSEDIC et le fonctionnaire rémunéré par l'Etat. Dans les Ardennes, de nombreux services sont concernés par la RGPP que ce soit en **Préfecture**, à la **PAF** ou ailleurs. **Au moment même où la pauvreté gagne du terrain, où les salariés sont licenciés ou sont en chômage partiel, au Voilà parmi tant d'autres, quelques revendications indispensables !**

**moment même où « ces publics » sont en grandes difficultés (et en ont le plus besoin) l'Etat supprime ou allège les services publics.** C'est à la fois un non sens et une manière antisociale de traiter le problème. Ce sont les plus démunis qui vont encore trinquer au nom du fameux déficit qu'il faut à tout pris résorber, cette disposition étant imposée par l'Union Européenne. Evidemment pour le gouvernement, la seule variable d'ajustement reste les effectifs de la fonction publique. **L'UDFO des Ardennes exige l'arrêt immédiat de la RGPP et demande le renforcement des services publics !**

Le 19 mars l'**UDFO** appelle tous les salariés du privé et du public, les chômeurs et les retraités à se mobiliser par la grève interprofessionnelle et à se rendre à la manifestation départementale Place Ducale à 10h. Nous devons nous faire entendre et exiger du gouvernement et du patronat l'ouverture immédiate des négociations salariales et l'arrêt des licenciements. La situation actuelle est intenable pour tous les salariés et nous savons bien que demain la situation va encore se détériorer. Il ne suffit plus d'affirmer comme le Président de la République qu'il est pour l'industrie et regarder faire les délocalisations et les suppressions d'emplois : **il faut agir et vite !** De même, nous savons bien que des syndicats cherchent à entraîner les salariés dans une série de manifestations processionnaires sans lendemain. Nous ne sommes pas dupes et les salariés non plus. **Nous veillerons et voulons créer un véritable rapport de force.**

**« Nous sommes les travailleurs de ce pays, de ceux qui se lèvent tôt. Ceux à qui on demande d'en faire toujours plus, de se serrer la ceinture, de payer la crise, la faillite du système capitaliste : ça suffit »**